

## Document

Grèce. «Je crains des réactions de plus en plus violentes». (14.02)

(lepoint.fr)

**13 février 2012**

**Interview. Pour le sociologue Constantin Tsoukalas, les remèdes préconisés risquent d'entraîner une explosion sociale.**

Professeur émérite à l'Université d'Athènes, Constantin Tsoukalas, qui a étudié puis travaillé en France où il était réfugié pendant la dictature des colonels, est considéré aujourd'hui comme l'un des plus importants sociologues grecs. Dernier ouvrage paru : *L'invention de l'altérité* (éd. Kastaniotis, non traduit).

**Le seuil de ce que peuvent supporter les Grecs a-t-il été atteint ?**

Ce n'est pas un seuil objectif : il évolue en fonction des perspectives réelles ou imaginaires d'une population qui a vu son niveau de vie dégringoler de plus de 50% en deux ans et qui risque de se voir imposer de nouvelles mesures dans quelques mois. C'est précisément le manque de perspective d'une sortie de crise qui rend le sauvetage d'une société grecque en déshérence totalement invraisemblable. Si le gouvernement actuel a réussi dans le court terme à éviter l'explosion sociale, il est aujourd'hui touché à son tour par le manque de crédibilité qui caractérise l'ensemble du monde politique. Je crains que les réactions de la population soient de plus en plus violentes, illégales et incontrôlables. Il ne faut pas oublier que, dans une situation certes différente, mais comparable, les crises des années 20 et 30 ont conduit aux phénomènes fasciste et nazi. Nous n'en sommes pas là, et il est très improbable que l'histoire se répète de la même manière. Néanmoins, on n'est pas obligé de croire que les crises déboucheront sur des solutions plus humaines, plus égalitaires et plus démocratiques. La peur de l'anarchie pourrait conduire à la naissance de régimes plus autoritaires, plus musclés et plus obéissants aux exigences d'un capitalisme désormais mondialisé.

**Pourquoi les Grecs ont-ils souvent le sentiment que «la faute», c'est toujours celle de l'«autre» : l'Etat, le système politique ou l'étranger ?**

Il n'y a pas «faute» mais des causes et leurs conséquences dans une évolution historique. Il est indéniable qu'après la Seconde Guerre mondiale la Grèce a élaboré une société dont l'une des particularités est le très grand nombre de personnes autoemployées qui, avec les agriculteurs et les fonctionnaires, représentent 75% de la population active. Dans d'autres pays, ce pourcentage est constitué par les salariés du secteur privé. On dit que les Grecs fraudent le fisc, mais la même chose se produit ailleurs, la différence est qu'ici le nombre de ceux qui peuvent le faire est plus grand. Les rapports avec l'Etat sont donc contradictoires. D'une part, on attend beaucoup de lui et, d'autre part, on s'en méfie. Quant au rejet de responsabilités sur les pays étrangers, c'est un phénomène qu'on trouve dans les «petits» pays. Dans la conscience collective des Grecs, il y a le sentiment que leur histoire a été influencée par des forces extérieures et que les décisions ne sont pas entre leurs mains.

**Les Grecs sont-ils encore persuadés qu'il n'y a pas d'autre voie que l'Europe ?**

Oui, car si l'on revenait à la drachme, ce serait bien pire. Quand on a déjà été un peu riche on n'accepte pas facilement de retomber dans la misère totale. Comme il semble très difficile de faire redémarrer la production nationale avant plusieurs années, toute velléité d'autarcie et de repli sur soi conduirait à une «albanisation» du pays. L'abandon de l'euro et la sortie de l'Europe seraient une solution encore plus terrible que celle préconisée actuellement. Aujourd'hui, on demande aux Grecs de changer. Comment ?

La demande de changement émanant des pouvoirs n'est pas nouvelle. Elle date des années 90 avec la politique de «modernisation». Comme le disait plus récemment Georges Papandréou [Premier ministre socialiste jusqu'en novembre, ndlr], il fallait «changer ou sombrer». Cela veut dire en réalité que l'Union européenne a élaboré une construction basée sur la convergence des structures juridiques et financières

mais pas des moyens de subsistance et des stratégies de vie des gens. Quand on disait aux Grecs qu'il fallait devenir «européens» alors qu'il n'y avait pas de travail salarié dans le secteur privé, ils étaient obligés de se tourner vers le secteur public par la pratique du clientélisme, de rester au village ou de tenter de créer une toute petite entreprise. Leur «convergence» économique et idéologique est donc objectivement impossible. Et cela ne peut changer que de manière violente par quelqu'un intervenant d'en haut pour les priver des moyens de survivre autrement. Si on détruit toutes les petites entreprises et celles qui ne sont pas extrêmement productives, si on renvoie tous les fonctionnaires, il y aura 40% de chômeurs et la Grèce se sera adaptée au modèle du capitalisme européen.

### **Et que serait cette Grèce-là ?**

Elle sera bien pire. Car il faut bien voir que cette Grèce qu'on dit irrationnelle, corrompue, fraudeuse, tricheuse, guignolesque - souvent avec raison d'ailleurs -, c'était aussi, dans une large mesure, une Grèce dont les habitants avaient une joie de vivre et une certaine insouciance. Il y avait les taux les plus bas de maladies mentales, de suicides, de toxicomanie de toute l'Europe et des familles plus stables. La hausse de la consommation n'avait pas détruit la cohésion, l'homogénéité et la sérénité intérieure d'une société qui a résisté peut-être davantage que d'autres à l'individualisme en raison du rôle que joue encore la famille. Une sorte de meilleur des deux mondes qui risque de devenir le pire de tous. Certains pourraient dire que c'est un passage à la maturité, ou bien la vengeance de la malicieuse Histoire, entre catharsis et Némésis.

### **Quels enseignements la gauche doit-elle tirer de la crise actuelle ?**

C'est un point douloureux. Il y a en Grèce une gauche communiste, stalinienne, et une autre gauche. Toutes deux sont prises dans un étau : d'une part, l'effondrement du modèle soviétique et, de l'autre, l'absolue insolvabilité du modèle social-démocrate. Cela explique qu'au cours des dix dernières années dans aucun pays européen la gauche n'a pu revendiquer le pouvoir. Si je pouvais, moi, définir quel devrait être le discours d'une nouvelle gauche dynamique je le ferais, mais nous sommes devant une contradiction supplémentaire : alors que la droite, les conservateurs ont des liens avec un système mondialisé et y puisent leurs forces, la gauche se voit cantonnée dans un cadre national. Elle tente d'organiser une défense de manière ponctuelle, aujourd'hui en Grèce, demain en Italie, après-demain en France. On n'a pas réussi jusqu'à présent à constituer une gauche paneuropéenne ou mondiale pour s'opposer aux forces du néolibéralisme omniprésent et opaque, dont les mille têtes repoussent comme celles de l'Hydre de Lerne.

Commentaire.

Face à la faillite historique ou à la trahison de la "*gauche stalinienne*" et de la "*gauche social-démocrate*, il reste la véritable opposition de gauche qui les combat au même titre que les partis officiels de la réaction, qui pour se démarquer de cette "*gauche*" réactionnaire appartenant au passé, pourrait s'intituler la gauche socialiste révolutionnaire, la racaille stalinienne, néo stalinienne et social-libéral ne pouvant pas se revendiquer à la fois du socialisme et de la révolution.